

LE BOLGHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

Krivine-Lambert voteront PC-PS dans l'union de la gauche

Pas de «soutien critique» au front populaire!

Georges Marchais, en déclarant que le désistement au deuxième tour des élections législatives dépendrait du score du PCF au premier tour, a provoqué une question qui a agité le monde entier : le PCF va-t-il risquer l'échec de l'union de la gauche aux élections de mars prochain ?

Eh bien, probablement pas.

Quand Marchais-Mitterrand éternuent...

Le PCF recherche cette victoire depuis le début des années soixante et la perspective d'un "gouvernement de gauche" est un élément-clé qui lui a permis depuis 1968 de contenir les luttes et de faire appliquer le plan d'austérité. Et même si Mitterrand et Marchais s'accusent réciproquement d'avoir brisé l'union de la gauche, ni l'un ni l'autre n'ont rompu l'alliance ou définitivement abandonné le programme commun. Bien qu'il soit difficile de prévoir avec certitude le résultat de ces élections et leurs répercussions, il est clair que pour l'instant le front populaire existe encore, un peu tendu par les polémiques mais fondamentalement intact.

Le "durcissement" de Marchais à la veille des élections est une tentative judicieusement calculée, et qui pourrait bien réussir, de rappeler au PS et aux radicaux de gauche que c'est le PC qui est le parti de la

classe ouvrière française avec de profondes et solides racines dans le prolétariat industriel d'où il tire sa force sociale et avec au moins 20% de voix. Le PC va probablement accepter de se désister au second tour, mais Marchais veut qu'il soit bien clair qu'en cas de participation de l'union de la gauche au gouvernement, et bien qu'il soit prêt, par exemple, à céder — en échange d'une participation au contrôle sur les entreprises nationalisées — les postes ministériels les plus importants aux socialistes et aux radicaux, plus "acceptables", le PCF ne veut pas être considéré comme le parent pauvre de l'alliance.

... les centristes s'enrhument

Les pseudo-trotskyistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) ont une justification de leur acceptation implicite du cadre déterminé par les réformistes depuis la signature du programme commun — autrement dit, de pourquoi ils ont fait campagne pour la victoire du front populaire à travers leur appel à voter pour les candidats du PC et du PS. Le fondement de cette justification, c'est qu'il faut "faire l'expérience avec les ouvriers" qui veulent voir leur gouvernement au pouvoir ; les ouvriers s'apercevraient ensuite que "leur" gouvernement n'a pas satisfait les



Workers Vanguard

FLT, TMI se dissolvent...

Le Secrétariat unifié pour une Internationale 2 1/4

Ernest Mandel

page 4

espoirs qu'il a suscités et qu'il les a trahis ; Marchais et Mitterrand seraient alors démasqués aux yeux des travailleurs qui rompraient avec eux. Mais en fait cette "expérience" ne fait que désarmer la classe ouvrière et prépare la voie aux plus graves défaites. Avec la campagne qu'ils mènent tous deux contre le "sectarisme" de Marchais qui, craignent-ils, va faire perdre des voix au front populaire, on peut voir ce que ces centristes veulent dire par "démasquer". Avec leur logique capitulatrice, ils se font croire qu'ils jouent le (lamentable) rôle de "sauveur" de l'union de la gauche.

Quand la LCR et l'OCI crient à la trahison, ce n'est que de leurs illusions qu'elles parlent. En 1972, Marchais et Mitterrand ont fait savoir qu'ils utiliseraient l'union de la gauche comme moyen d'aller au pouvoir pour leur propre parti — ce qu'ils ne parvenaient pas à faire séparément — afin de gérer l'Etat capitaliste en collaboration étroite avec un parti bourgeois. Dès le lendemain de la signature du programme commun, Mitterrand déclara qu'il espérait bâtir le PS, alors encore très faible, aux dépens du PC et rêvait de lui prendre les deux tiers de sa base électorale. C'est la LCR et l'OCI qui ont répandu l'illusion que suffisamment de pressions pourraient transformer le front populaire en front unique ouvrier de lutte contre le capitalisme.

D'après les théories cyniques des directions de la LCR et de l'OCI, Marchais devrait être tellement "démasqué" aux yeux des ouvriers après avoir mis en danger la victoire de l'union de la gauche que ceux-ci devraient déjà s'être soulevés contre lui. *Rouge* crie au "chantage" et publie des documents de l'"opposition interne" du PC, qui représente tout au plus quelques individus, tandis que l'OCI multiplie les appels frénétiques aux ouvriers pour une campagne en faveur du désistement au second tour et dénêche quelques membres du PCF pour parler à ses meetings et dénoncer Marchais. Mais tout ceci en reste au niveau de la mise en scène des directions de l'OCI et de la LCR. Au niveau des forces sociales réelles, actuellement tout semble indiquer qu'après une période d'inquiétude au moment de la rupture des discussions sur l'actualisation, l'énorme majorité de la base du PCF accepte la démonstration de force de Marchais.

Bien sûr chez Michelin et dans d'autres centres industriels, la politique systématique du PCF de freinage des luttes provoque du mécontentement, contenu pour l'instant. Mais quand les ouvriers rompront avec le PCF, ce ne sera pas à travers un processus inéluctable au cours duquel les directions seront démasquées automatiquement (étant donné l'absence d'une avant-garde révolutionnaire crédible ; le PCF a traversé 1968 sans pertes déterminantes). Les ruptures décisives se produiront dans la lutte des ouvriers contre ces directions, lutte conduite par un parti trotskyste enraciné dans les syndicats. Et les ouvriers rejeteront alors ces organisations qui, comme la LCR et l'OCI, ont soutenu le front populaire bourgeois et répandu des illusions parlementaristes et dans lesquelles ils verront de mauvaises imitations de Mitterrand et de Marchais.

Pas de "soutien critique" au front populaire!

L'intention du PCF et du PS, en signant le programme commun en alliance avec les radicaux de gauche, a toujours été de donner une garantie à la bourgeoisie française et internationale qu'ils se cantonnaient explicitement et *par avance* à n'appliquer que le programme et les mesures qui étaient acceptables

pour leurs partenaires bourgeois. Les trotskystes comprennent bien que ce pacte oblitère temporairement la contradiction qu'il y a entre d'un côté la prétention de ces partis à avoir le socialisme pour but et les aspirations de leurs bases ouvrières et de l'autre côté les directions de ces partis qui ne manqueront pas de trahir ce but et ces aspirations. La tactique traditionnelle utilisée en général pour exploiter cette contradiction, c'est le soutien électoral critique. Mais, quand un parti ouvrier réformiste de masse se présente avec un parti bourgeois dans une alliance formelle ou "de couloir" (comme le PC en Italie aux élections de 1975 et 1976), cette tactique devient inapplicable. Les candidats du PCF et du PS sont en effet candidats d'une *formation bourgeoise*, d'un front populaire.

La LCR et l'"union de l'extrême-gauche"

La LCR, avec l'humour de potache caractéristique de ceux qui ne prennent rien au sérieux, a déjà baptisé son bloc avec l'Organisation communiste des travailleurs (OCT) et les Comités communistes pour l'autogestion (CCA) d'"union de l'extrême-gauche". Le petit dessin dans *Rouge* n°526, reproduit ci-contre, en dit long aussi : Krivine rêvant déjà qu'il se rend en haut de forme à des "consultations" avec messieurs les ministres Marchais et Mitterrand.

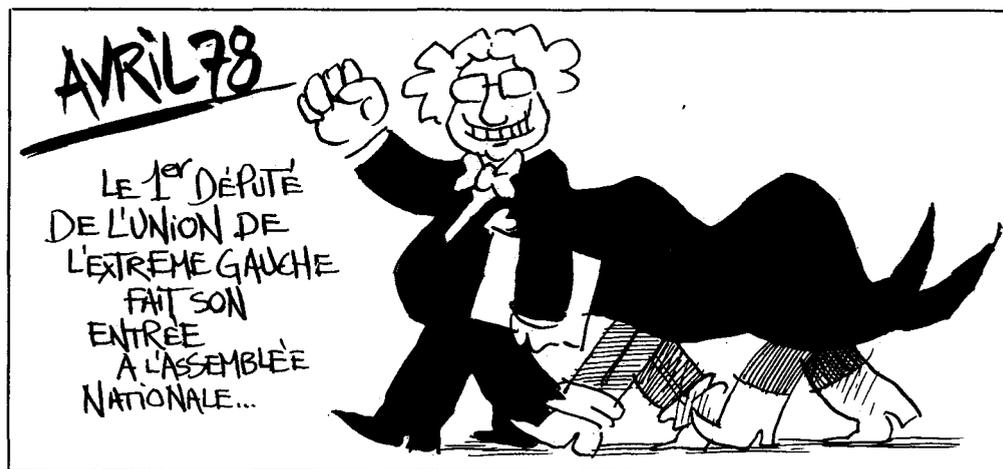
La LCR a aussi d'autres fantasmes : elle a mis l'accent sur l'appel aux partis du front populaire à former des "comités unitaires rassemblant l'ensemble des organisations et militants qui veulent lutter contre l'austérité et veulent que le PC et le PS aillent au gouvernement pour satisfaire leurs revendications" (*Rouge* n°546, 10 janvier); le précédent cité en exemple comme moyen d'exprimer leur soutien "critique" au front populaire, c'est le "bilan que tirait Maurice Thorez lui-même du Front populaire" !

Et pour qu'il soit clair pour tout le monde que même des partisans de l'OTAN comme les maoïstes du Parti communiste révolutionnaire (PCR (m-1)) ne doivent pas hésiter à entrer dans leur bloc électoral, la LCR a accepté une plateforme commune dont la seule caractérisation de l'URSS et des Pays de l'Est est qu'ils "n'ont rien à voir avec le socialisme". Pas un mot sur le fait que ces pays sont des Etats ouvriers déformés ou dégénérés. On se contente de faire écho à la croisade anti-communiste pour les "droits de l'homme" des impérialistes. Le PCF, "eurocommuniste" à ses heures, se prononce en faveur du maintien de la force de frappe "tous azimuts" de l'impérialisme français afin de montrer comment on peut compter sur lui pour être chauvin et indépendant de Moscou et la LCR, toujours prête à montrer sa souplesse, "oublie" le mot d'ordre trotskyste de défense militaire inconditionnelle des Etats ouvriers déformés et dégénérés dans sa plateforme électorale. Et quand au meeting du 10 janvier à la mutualité Bensaïd annonça solennellement que la LCR avait proposé un "amendement" aux critiques de l'URSS faites dans la plateforme commune, toute la salle dressa l'oreille pour s'entendre dire... que la plateforme devrait également dénoncer la répression bureaucratique en Chine !

Centristes d'hier et d'aujourd'hui

Les lambertistes de l'OCI hésitent plus que les paillistes à entrer ouvertement en conflit avec l'autorité de Trotsky sur la question du front populaire. Ils sont donc par force passés maîtres en bricolage révisionniste et font des analyses et caractérisations du front

populaire qui rendent hommage à la tradition marxiste, tout en menant une campagne pour l'"unité", le désistement et le vote pour les candidats du front populaire qui sont membres du PCF et du PS. Cette campagne a aussi une autre différence avec celle de la LCR : elle est encore plus parlementariste. Jaurès lui-même aurait aimé cette campagne de l'OCI pour mettre le front



Rouge n° 526, 16 décembre 1977

populaire au pouvoir avec les mots d'ordre de "gouvernement PC-PS" et "il faut battre la droite", mots d'ordre qui donnent une couverture de gauche aux efforts des réformistes pour cantonner les aspirations des travailleurs au cadre parlementaire.

Trotsky a dit un jour que le centrisme "n'était que la cristallisation de la confusion" ("The Mistake of the International Secretariat", 4 janvier 1933). Pour l'OCI, on peut dire que sa façon bien particulière d'osciller entre l'orthodoxie et l'opportunisme la place au moins à un stade avancé de schizophrénie ossifiée. L'ouvrage de Stéphane Just et de Charles Berg, récemment sorti, *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, démontre pendant 300 pages que les fronts populaires de France, d'Espagne (dans les années trente) et du Chili ont politiquement et militairement désarmé la classe ouvrière, l'ont démobilisée et ont préparé les graves défaites qui ont suivi. Mais au dernier chapitre, revirement total : ce front populaire-ci, en France, aujourd'hui, ce n'est pas la même chose, sa victoire provoquera obligatoirement une "crise mortelle" :

"Or, le cadre de la Ve République ne permet pas qu'à une majorité parlementaire de droite, à un gouvernement de droite, succèdent une majorité de gauche et un gouvernement de gauche : la Ve République n'est pas un régime parlementaire bourgeois. *Le simple changement des rapports à l'intérieur des partis prébendiers de la Ve République, qui dirigent et occupent l'Etat, ouvre une crise mortelle.*"

Nous sommes pratiquement certains que l'OCI n'essaie pas vraiment de faire croire à ses militants que Giscard est une sorte de dictateur militaire ; le système gouvernemental français actuel a effectivement des éléments de bonapartisme, mais c'est tout de même un régime parlementaire bourgeois. En fait, ce qu'espère l'OCI avec ses formulations apocalyptiques, c'est de parvenir ainsi à maquiller la théorie classique de la révolution par étapes si chère aux menchéviks :

"Le vote classe contre classe (...) en permettant que soit élue une majorité de députés du PS et du PCF, porterait le coup final à la Ve République agonisante. La crise révolutionnaire s'ouvrirait. Porter au pouvoir

un gouvernement du PS et du PCF sans ministres représentant des organisations et partis bourgeois décollerait logiquement du résultat des élections."

— *La Vérité* n° 579, décembre 1977

L'OCI affirme aussi que les staliniens veulent saboter cette réaction en chaîne inéluctable : "(...) la direction stalinienne du PCF se lançait sur l'ordre du Kremlin (...) pour empêcher à tout prix qu'une majorité de députés du PCF et du PS soit élue" (*La Vérité* n° 579, décembre 1977). A nouveau, on se demande si les militants de l'OCI arrivent vraiment à croire à une théorie aussi peu marxiste sur les motivations du PCF. On suppose tout de même que les militants de l'OCI ont le droit de lire parfois *Le Monde* et ont l'occasion de s'apercevoir que les relations entre le Kremlin et le PCF sont beaucoup plus compliquées que ne le fait croire cette théorie du complot. Espérons qu'ils ne croient pas vrai-

ment non plus que des chamailleries parlementaires entre le PC et le PS suffiraient à stopper une situation véritablement révolutionnaire !

Ce qu'il y a derrière cette caractérisation si peu dialectique du PCF, c'est leur tentative de semer des illusions sur le PS. "Oubliant" que ces sociaux-démocrates ont en 1958 accepté la constitution de la Ve République et qu'ils ont participé au premier gouvernement de de Gaulle, l'OCI dit par exemple :

"(...) le PS devenant le premier parti à la prochaine Assemblée nationale, suffirait à finir de déstabiliser la Ve République et ses institutions : un conflit ouvert entre le parlement et le pouvoir d'Etat (...) ou la reconstruction d'un certain parlementarisme incompatible avec le fonctionnement de la Ve République et ses institutions (...)." — *La Vérité* n° 579, décembre 1977

On pourrait penser qu'avec la Révolution de 1848, on avait définitivement réglé son compte à l'idée qu'un parlement bourgeois puisse être le canal par lequel les ouvriers fassent passer leurs luttes contre l'Etat, mais l'OCI n'a jamais peur de violer la logique, sans parler des principes ! Au moment où les révolutionnaires doivent combattre les illusions parlementaristes des masses, l'OCI, elle, demande aux réformistes de "dissoudre l'Assemblée nationale" pour la remplacer par... une assemblée nationale bourgeoise plus démocratique !

Les prémisses de l'OCI sont totalement fausses, sinon absurdes ; mais même s'il était vrai que la Ve République n'était qu'un régime bonapartiste qui ne peut pas être réformé ou que les élections qui approchent pouvaient en elles-mêmes amener une situation extra-parlementaire et révolutionnaire, les perspectives de l'OCI sont des perspectives de trahison. La direction de l'OCI ne peut pas ignorer les exemples historiques de ce qu'on pourrait appeler la "contre-révolution démocratique", au cours de laquelle le régime capitaliste se stabilise non sur la base d'un nouveau bonapartisme, mais sur la base du parlementarisme bourgeois, comme par exemple en Allemagne

suite page 14

Le SU: pour une Internationale 2 1/4

Il y a quelque temps, le "Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale" (SU) a annoncé avec jubilation la fusion entre certaines de ses sections ou sections sympathisantes auparavant concurrentes en Australie, au Canada, en Colombie et au Mexique et l'acheminement vers l'unité dans d'autres pays (Brésil, Pérou, Espagne). Au sein même du SU, ce rapprochement a eu pour résultat la dissolution officielle des deux principales fractions. Après le congrès annuel du Socialist Workers Party américain (SWP) en août dernier, le comité directeur de la minorité réformiste dirigée par le SWP, la "Fraction léniniste-trotskyiste" (FLT), vota sa dissolution. Et le mois dernier, la "Tendance majoritaire internationale" (TMI) centriste, basée en Europe, en fit apparemment autant.

La "réunification" arrive après huit ans d'intenses luttes fractionnelles et une scission évitée de justesse en 1974-75. Si l'on considère que ces années constituent la plus grande partie de l'existence du SU (14 ans) et que la grande majorité de ses militants n'ont jamais connu d'époque où leur "Internationale" n'était pas déchirée par des luttes fractionnelles, il ne fait aucun doute que les dissolutions mutuelles de la FLT et de la TMI vont produire un enthousiasme temporaire dans les rangs de ces organisations. Mais les directions des deux camps savent très bien qu'au premier tournant les fractions referont immédiatement surface, sur presque les mêmes lignes, et qu'à un moment crucial elles paralyseront de nouveau leur caricature de Quatrième Internationale.

Bien qu'une concordance passagère de leurs appétits ait pu stopper la marche vers une scission à froid, ces renégats du trotskysme sont organiquement incapables de construire une internationale démocratiquement centralisée et politiquement homogène pouvant s'opposer aux partis ouvriers réformistes de masse. En effet, leur réaction typique à cette disparition momentanée des tensions fractionnelles a été de considérer cela comme une occasion d'accueillir en leur sein encore plus de créatures variées. Après tout, si le SWP, ultra-légaliste, peut rester dans la même Internationale que les guérillistes occasionnels du Comandante Ernesto Mandel, pourquoi ne pourrait-il pas coexister pacifiquement dans ce grand borbier opportuniste avec des sociaux-démocrates "capitalistes d'État" et des semi-staliniens de tout poil ? Aujourd'hui, le SU, dans une parodie de la social-démocratie d'avant la première guerre mondiale, aspire à être le parti du marais tout entier.

Depuis la "réunification" du SU en 1963, la tendance spartaciste internationale (TSI) dénonce ce bloc pourri formé sur la base d'un accord qui passe sous la table les divergences passées et d'une méthodologie pabliste de suivisme de diverses forces non prolétariennes "en mouvement" à un moment donné. C'est leur engouement commun pour Castro et Ben Bella qui rapprocha les composantes de ce bloc au début des années soixante, mais les disciples de Michel Pablo — dirigeants actuels du SU, Mandel, Maitan et Frank, surnommés

M-M-F par certains de leurs disciples — ont suivi un cours différent de celui du SWP de Joe Hansen.

Au congrès mondial du SU en 1969, un violent affrontement se produisit sur la stratégie en Amérique latine. M-M-F voulaient s'accrocher au mouvement castriste en s'intégrant "dans le courant révolutionnaire historique représenté par la révolution cubaine et l'OLAS" (Organisation de solidarité latino-américaine — l'internationale continentale guérilliste mort-née de Castro). Le SWP, qui voulait bien à l'occasion jouer les guérillistes de salon, a tremblé de peur pour son bloc avec les respectables "colombes" du Parti démocrate quand il s'est agi de mettre en pratique cette orientation guérilliste-terroriste. Dès lors, de profondes divergences sont apparues dans le SU sur la "Révolution culturelle" chinoise, les perspectives stratégiques en Europe, le gouvernement péroniste en Argentine, le Mouvement des Forces Armées au Portugal, la guerre civile en Angola et toute une série d'autres questions.

Quand, dans le passé, nous analysions l'"unité" fragile du Secrétariat "unifié", les fidèles du SU refusaient de s'arrêter sur ces "petits détails" et marmonnaient que ce que les "sparts" voulaient, c'était une unanimité monolithique. Dans une récente polémique assez minable en deux parties contre la Spartacist League (SL), un de ses anciens membres, Bob Pearlman, ironise sur nos références au "fédéralisme", à l'"unité rafistolée" et au "bloc pourri" du SU. Mais dans le flot de bulletins internes sortis à l'occasion de la dissolution des fractions internationales, on trouve la nette confirmation du caractère précaire du SU pendant toutes ces années. Notre article "USec World Congress Preserves 'Scotch Tape' Unity" (*Workers Vanguard* n° 42, 12 avril 1974 — traduit dans *Spartacist*, édition française, n° 6, juin 1974, sous le titre "Unité factice au Xe Congrès") décrivait la trêve organisationnelle précaire qui avait été bricolée au Xe Congrès mondial (calendrier mandélien) connu aussi sous le nom de "IVE Congrès depuis la réunification" dans le calendrier de Hansen. Et aujourd'hui, Jack Barnes, la falote doublure de Hansen, peut écrire dans un rapport adopté par le comité directeur de la FLT :

"Il y a eu en fait quatre réunions simultanées au congrès mondial de 1974 : le congrès lui-même, les réunions de chacune des fractions et les consultations entre dirigeants des deux fractions. Ce n'est qu'au cours du dernier jour du congrès, quand on passa au vote sur les accords élaborés par les réunions paritaires des directions de fractions, qu'on sut que la scission avait été évitée — que ceux qui étaient en faveur de la scission avaient été retenus.

"Ce fut la même chose à la réunion plénière du CEI [comité exécutif international] en février 1975, où l'on sait aujourd'hui que presque la moitié des camarades de la TMI présents étaient en faveur d'une perspective qui aurait scissionné l'Internationale."

— "Les réalisations de la Fraction léniniste-trotskyiste — Bilan"
International Internal Discussion Bulletin [SWP] septembre 1977

L'« autocritique » de la TMI sur l'Amérique latine

Malgré les scissions, les exclusions importantes et/ou la constitution de sections concurrentes dans au moins une douzaine de pays et malgré plusieurs années pendant lesquelles le SU lui-même s'est trouvé au bord de la rupture définitive, avec des polémiques les plus acerbes dans les organes de fractions publics (*Intercontinental Press* pour la FLT et *Inprecor* pour la TMI), on constate aujourd'hui que les hostilités ont sensiblement diminué. Pourquoi ?

Le SWP prétend que la "réconciliation" démontre la justesse de sa ligne sur ce qu'il dit être le point central de la discussion, à savoir "le tournant guérilliste du IXe Congrès". Tandis que pour la TMI, c'est quelque chose de nécessaire pour parvenir à "l'unité de la Quatrième Internationale" dans le but de devenir "un pôle d'attraction valable pour l'avant-garde large". Il y a un peu de vrai des deux côtés, bien que ces "explications", commodes pour chacun, ne fassent que souligner la faillite du SU en tant qu'Internationale révolutionnaire auto-proclamée.

Selon la direction de la FLT, c'est "l'autocritique sur l'Amérique latine" de la fin de l'année dernière [1976] qui a rendu possible et nécessaire cette dissolution des deux fractions. Il est vrai que dans ce document on reconnaît avoir fait des "erreurs d'analyse" importantes et avoir tiré de fausses conclusions politiques dans la résolution du SU sur l'Amérique latine de 1969. Il faut pourtant examiner de près ce document pour ce qu'il révèle sur l'évolution de la TMI. C'est à la manière indulgente dont les dirigeants pablistes firent l'autocritique de leurs dix ans et plus d'"entrisme profond" dans les partis staliniens et sociaux-démocrates d'Europe occidentale que l'"autocritique" de la TMI en vient à conclure qu'ils sont arrivés trop tard et qu'ils ont surestimé leurs possibilités d'arriver par la manoeuvre à des positions influentes dans le mouvement guérilliste/castriste. Le souci majeur des mandéliens n'est pas de corriger leur soutien anti-léniniste au guérillisme petit-bourgeois, mais d'éviter de rater le coche une fois de plus au moment où c'est la politique de front populaire qui est la tendance dominante dans la gauche européenne.

Le document de la TMI fait remarquer que la résolution de 1969 a trop généralisé la situation d'un continent à d'autres pays et a "exagéré le degré d'instabilité de la plupart de ces régimes". Puis il poursuit :

"(...) au-delà de cette question de méthode, plusieurs erreurs d'analyse ont été faites.

"La première source d'erreurs se trouve dans le fait qu'à l'époque (et c'est toujours en partie le cas aujourd'hui), il nous manquait une vision *complète* et *correcte* des *réelles* leçons de la révolution cubaine (...).

"(...) nous n'avons pas de façon adéquate combattu l'idée — qui coûta tant de vies et tant de défaites en Amérique latine — que quelques douzaines ou quelques centaines de révolutionnaires (quels que soient leur courage et leurs capacités) isolés du reste de la société peuvent mettre en marche un processus historique conduisant à une révolution socialiste. A part le fait que ce n'est pas du tout ce qui s'est passé à Cuba, nous n'avons pas affirmé clairement qu'une telle idée est fautive en soi (...).

"(...) nos espérances étaient très exagérées quant aux possibilités offertes par une aide matérielle des Cubains (...).

"Nous n'avons pas compris que la conférence de l'OLAS, après laquelle rien de significatif ou de concret n'a été fait, marquait la fin d'une époque

pour la révolution cubaine (...).

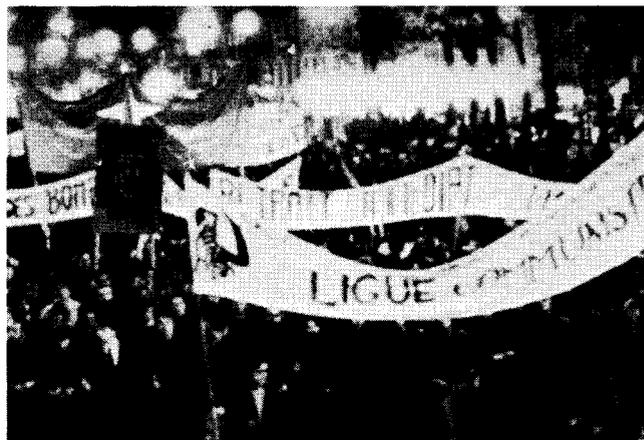
"Notre estimation du rapport de force interne à La Havane, sur laquelle nos positions se basaient, était fautive (...).

"Le départ de Cuba du Che en 1966 refléta un changement qualitatif dans ce rapport de force à l'intérieur de la direction cubaine. Nous n'avons pas compris cela (...).

"Les défaites et les retraites partielles qui commençaient à s'amonceler dans tout le continent, et dont nous avions déjà sous-estimé l'importance (le Pérou et le Brésil par exemple), devaient peser beaucoup plus lourd dans l'évolution de la situation (...).

"Bien qu'il ait été nécessaire et correct de rechercher une tactique visant à l'unité avec ces organisations [castristes] (malgré et même à cause de leur crise), à l'époque du Neuvième Congrès mondial, la politique d'intégration dans le courant révolutionnaire historique que représentaient l'OLAS et la révolution cubaine' comme il était projeté par le Neuvième Congrès mondial fut, au contraire, très erronée."

— "Autocritique sur l'Amérique latine"
International Internal Discussion Bulletin
[SWP], décembre 1976 [retraduit par nos soins]



Manifestation de la Ligue communiste aux beaux jours du guérillisme petit-bourgeois

Archives Rouge

L'une des raisons avancées par la TMI pour montrer que son ancienne position était incorrecte, c'est qu'elle a perdu un bon nombre de militants de la section bolivienne au profit de l'ELN castriste (le résidu du *foco* guérilliste vaincu de "Che" Guevara), sans parler du départ spectaculaire de ce qui fut sa section argentine, le PRT de Roberto Santucho. Même si les mandéliens préfèrent l'impressionnisme à l'analyse marxiste, il faut tout de même bien qu'ils encaissent le coup quand leurs propres forces les quittent en masse dans les pays précisément censés être le nouvel "épice de la révolution mondiale" !

Ce n'est pas la première fois que la TMI cherche à prendre ses distances vis-à-vis de la résolution sur l'Amérique latine de 1969. Au congrès mondial du SU de 1974, elle présenta un document qui, dans la terminologie maitanesque et ésopienne habituelle, se proposait de redéfinir "l'axe de la guerre de guérilla rurale" pour en faire une "stratégie de lutte armée" tout en accusant leurs ex-camarades du PRT/ERP argentin de "déviation militaristes". Mais il était tout de même difficile de masquer le guérillisme dans des passages tels que le passage clé suivant de la résolution de 1969 :

"Même dans le cas de pays où de larges mobilisations et des conflits de classe dans les villes se produiraient d'abord, la guerre civile prendra des formes multiples de lutte armée, dans laquelle l'axe principal

pour toute une période sera la guerre de guérilla rurale, le terme ayant essentiellement une signification géographico-militaire (...). Dans ce sens, la lutte armée en Amérique latine signifie fondamentalement guerre de guérilla".

— "Projet de résolution sur l'Amérique latine", janvier 1969

Mais aujourd'hui, la TMI admet finalement que la résolution de 1969 avait été écrite afin que le PRT castrotriste puisse la voter : "en réalité la résolution était un compromis politique destiné à maintenir le PRT(C) dans les rangs de l'Internationale". En fait, l'"autocritique" dit même ouvertement que "en créant plus tard l'ERP [Armée révolutionnaire du Peuple] les camarades argentins du PRT(C) agissaient en conformité avec le fond de la résolution [de 1969]".

Evidemment, comme la TMI a admis que la résolution était une concession sans principes, elle la critique. Mais son excuse pour cette capitulation est aussi révélatrice :

"La résolution sur l'Amérique latine du Neuvième Congrès mondial fut discutée et adoptée à une époque où une nouvelle génération de militants rejoignait les rangs de la Quatrième Internationale.

"Le contexte politique qui a forgé l'émergence de cette nouvelle génération fut essentiellement celui de guerres de libération nationale (Algérie, Vietnam) et de la victoire de la révolution cubaine.

"Mais ce fut aussi une génération sans grande maturité politique, résultat de son manque d'expérience dans le mouvement ouvrier.

"Tout ceci ne contribua pas qu'un peu à une acceptation au mieux a-critique et au pire enthousiaste [!] de la résolution de la part de militants qui voyaient en cette ligne un prolongement de leur propre trajectoire (...).

"Ainsi, l'autocritique fait aussi partie du processus de maturation de toute l'Internationale (...)." — *Ibid.*

Si on voit cela comme une description de comment le SU a capitulé devant la popularité du guévarisme parmi la jeunesse européenne et latino-américaine de la fin des années soixante, cela ne peut être plus clair ; mais si on prenait cela pour du bon pain, on pourrait penser que c'est cette jeunesse inexpérimentée qui tenait les rênes du SU et non les révisionnistes chevronnés et éprouvés de la trempe de M-M-F !

La réaction à l'« autocritique » de la TMI

La première réaction du SWP a été de voir dans cette "autocritique" de la TMI une proposition de paix. Il est vrai que dans ce document on avait été jusqu'à déclarer :

"Donc, Joe Hansen avait raison de critiquer les fausses généralisations du document du Neuvième Congrès mondial. De même il avait raison quand il se posait des questions sur nos forces réelles et quand il insistait sur la nécessité de polémiquer contre les courants guérillistes ou néo-guérillistes."

Le comité directeur de la FLT proposa donc la dissolution simultanée des deux fractions. Mais peu de temps après, en février, la direction de la TMI décida de se redéfinir "comme tendance idéologique" qui inclurait "l'autocritique" dans ses documents de base.

La critique tardive de la résolution sur l'Amérique latine de 1969 par les mandéliens est restée sur l'estomac du grand guérilliste à la manqué du SU, Livio Maitan. En 1968, il avait écrit que "dans l'état actuel des choses, l'Internationale sera construite autour de la Bolivie", et dans les réunions du SU de 1969 il prédisait que le prochain congrès pourrait bien se célébrer du haut du trône du pouvoir à La Paz. En réponse à l'"autocritique" des mandéliens, une "déclaration

de Livio" affirme que "l'autocritique qui s'imposait a été faite dans les documents du Xe congrès mondial" et qu'on devrait s'en tenir là. Ainsi le triumvirat de M-M-F a éclaté et Maitan a été écarté. Il y a peu de chances pourtant que cela ait un grand impact, étant donné l'insignifiance prolongée de sa section italienne et la défection/décimation de ses amis guérillistes en Bolivie et en Argentine. Désormais, quand Maitan rêve à son portrait haut de dix mètres accroché au balcon du palais présidentiel de La Paz, ce ne sont plus que divagations d'un politicien raté et d'un manoeuvrier en déroute.

Le SWP, évidemment, proclame qu'on a reconnu qu'il avait raison et que la TMI a été forcée de se tourner vers l'orthodoxie trotskyste sur la question du guérillisme. Il y a plusieurs choses qui ne vont pas dans cette version. D'abord, la TMI ne rejette pas le guérillisme ou la guerre de guérilla mais base simplement son autocritique sur l'argument qu'elle a mal jugé la situation. Un récent article en deux parties rédigé par un membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) à l'occasion de l'assassinat de Che Guevara par la CIA démontre clairement que les mandéliens n'ont pas fondamentalement rompu avec le guévarisme. Il commence par déplorer que les nouvelles générations de militants ignorent probablement la "contribution colossale et incommensurable du Che", puis demande :

"Pourquoi nous revendiquons-nous du Che ? Le Che n'était pas trotskyste. Il aurait pu le devenir, peut-être. Mais il était des nôtres. (...)

"Nous revendiquons d'abord la conception stratégique du Che, sa conception léniniste de la prise du pouvoir, de la nécessité de la destruction de l'Etat bourgeois."

— *Rouge n° 474,*
13 octobre 1977

Après d'interminables spéculations (sur la base d'évidences les plus minces) à propos de divergences entre Castro et Guevara, l'article commence son évaluation de "la dernière bataille" avec la remarque :

"Mais il est une autre hypothèse qui tend à voir dans la catastrophe bolivienne une conséquence de l'application de la conception du Che sur la guerre de guérilla : nous sommes en désaccord avec cette optique".

— *Rouge n° 475,*
14 octobre 1977

Mais en fait, l'aventure de Ñancahuazú résultait de la "conception stratégique" de Guevara et de la "méthode" du guérillisme (à la fois dans son hostilité "militariste" particulière aux partis et à l'organisation des masses et dans son orientation plus générale vers la paysannerie). Et c'est en grande partie en réaction à ce fiasco que la génération de la jeunesse latino-américaine qui avait été radicalisée sous l'influence de la révolution cubaine tourna le dos au guérillisme après 1967.

Deuxièmement, le SWP n'a jamais eu sur la guerre de guérilla une position plus léniniste que les partis communistes pro-Moscou anti-guérillistes d'Amérique latine. Pour ces derniers, c'était par souci de ne pas mettre en péril la coexistence pacifique et pour le SWP, c'était parce qu'il voulait rester en bons termes avec les "colombes" anti-guerre du Parti démocrate. Le PC cherchait à faire des fronts populaires avec les forces progressistes bourgeoises, tandis que le SWP préconisait une orientation stratégique en direction des revendications démocratiques et de la "radicalisation de la jeunesse".

De plus, le "tournant" du congrès de 1969 n'était pas une nouvelle orientation vers le guérillisme, mais

simplement la proposition de mettre en pratique ce que le Secrétariat unifié prêchait depuis sa naissance. Aujourd'hui, le SWP admet que celui qui fut pendant cinq ans son partenaire de fraction, Nahuel Moreno du PST argentin, avait été pour un temps séduit par la popularité du guérillisme :

"Le camarade Moreno lui-même avait été guérilliste ; en fait, je crois qu'il avait été un des premiers guérillistes trotskystes. Lui et ceux qui l'entouraient étaient prêts à se mettre sous la discipline et les ordres de l'Organisation de solidarité latino-américaine (OLAS). (...)

"Mais il faut reconnaître au camarade Moreno le mérite d'avoir fait un pas important. Une fois qu'il a été durement échaudé par la ligne guérilliste, il en a appris les leçons et en a tiré certaines conclusions."

— Jack Barnes, "Les réalisations de la Fraction léniniste-trotskyiste — Bilan" *International Internal Discussion Bulletin* [SWP], septembre 1977



Jack Barnes

Workers Vanguard

Il est assez difficile d'obtenir des documents de Moreno ces temps-ci ; mais nous ne doutons pas qu'il va lui aussi découvrir des cadavres guérillistes dans les placards du SWP, maintenant qu'ils ont rompu leur bloc. L'un des plus malodorants, c'est l'évaluation faite par Joe Hansen en 1967 de la conférence de l'OLAS castriste. Il note :

"(...) la reconnaissance par d'éminents trotskystes que la conférence représentait un travail encourageant et un pas en avant vers la révolution mondiale.

"(...) il ne reste aucune autre voie aux peuples d'Amérique latine que la lutte armée. (...)

"(...) la conférence a considéré l'expérience de la révolution cubaine comme un modèle général. Quelles que soient les erreurs qui ont été faites au cours de la révolution cubaine et quelles que soient les modifications qu'il faille y faire étant donné les circonstances spécifiques des divers pays latino-américains, la principale leçon de Cuba reste valable : contre une dictature militaire répressive du type de celle de Batista, seule la lutte armée peut assurer la victoire (...). La clé pour organiser une lutte armée qui ait une chance de succès, c'est de lancer une guerre de guérilla.

"La question de la lutte armée a donc été considérée à la conférence de l'OLAS comme la ligne de démarcation décisive entre les révolutionnaires et les réformistes à une échelle continentale. En ce sens elle fait écho à la tradition bolchévique."

— "La conférence de l'OLAS : tactique et stratégie d'une révolution continentale", *International Socialist Review*, novembre-décembre 1967

Mais pour aller plus au fond, il faut rappeler que le soutien au guérillisme castriste était une des bases

du SU. Ainsi, le document de fondation écrit par le SWP ("For Early Reunification of the World Trotskyist Movement" — Pour la réunification prochaine du mouvement trotskyste mondial", mars 1963) déclare :

"9. L'apparition d'un Etat ouvrier à Cuba — dont la forme n'est pas encore fixée — présente un intérêt tout particulier du fait que la révolution y a été réalisée sous une direction totalement indépendante de l'école stalinienne. L'évolution du Mouvement du 26 juillet vers le marxisme révolutionnaire fournit un modèle qui sert maintenant d'exemple à une série d'autres pays. (...)

"13. Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitalistes, l'organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-prolétariennes sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux."

C'est donc tout à fait clair : le modèle, c'est la révolution cubaine et la méthode, c'est la guerre de guérilla. Où est donc le "tournant" de 1969 ? Hansen et Moreno ne se sont effrayés que lorsqu'il s'est agi pour leurs propres alliés de "prendre les armes". Mais même à ce moment-là, leur opposition au guérillisme n'était pas basée sur le fait que c'est une stratégie petite-bourgeoise hostile au communisme prolétarien, mais plutôt sur les craintes que cela soit une provocation pour la bourgeoisie. D'où leur caractérisation du document du IXe Congrès et par suite de la TMI : *ultra-gauche*.

"(...) nous avons considéré que la stratégie de guérilla représentait une adaptation à l'ultra-gauchisme, qui fut ensuite généralisée à une plus grande échelle avec la conception d'une orientation vers les 'nouvelles avant-gardes de masse' et tout ce qui en découle."

— Jack Barnes, "Les réalisations de la Fraction léniniste-trotskyiste (...)" *IIDB* [SWP] septembre 1977

Au contraire, la tendance spartaciste s'est opposée au guérillisme du SU *de la gauche* et le considéra comme une indication du *centrisme* du SU et cela, bien avant 1969. Au congrès du SWP de 1963, la Tendance révolutionnaire (les précurseurs de la SL/US) présenta une résolution internationale en opposition au document "Pour la réunification prochaine (...)" cité plus haut et qui disait :

"15. L'expérience depuis la deuxième guerre mondiale a démontré que la guerre de guérilla basée sur la paysannerie avec une direction petite-bourgeoise ne peut mener en elle-même à rien de plus qu'à un régime bureaucratique anti-prolétarien. (...) Introduire un révisionisme stratégique au sujet de la direction *prolétarienne* de la révolution est pour des trotskystes une profonde négation du marxisme-léninisme (...)."

— "Vers la renaissance de la Quatrième Internationale" *Spartacist*, édition française, n°8, février 1975

Nous avons aussi analysé les origines et la signification plus large de cette attaque des positions traditionnelles du mouvement marxiste :

"2. (...) Sous l'influence de la stabilisation relative du capitalisme dans les Etats industriels de l'ouest et du succès partiel des mouvements petit-bourgeois qui ont renversé la domination impérialiste dans certains pays arriérés, la tendance révisionniste à l'intérieur du mouvement trotskyste a développé une orientation

qui se détourne du prolétariat pour se rapprocher des directions petite-bourgeoises. (...) Les révolutions cubaine et algérienne ont constitué la preuve décisive que la tendance centriste est tout aussi prévalente parmi certains groupes qui, à l'origine, s'opposèrent à la fraction de Pablo.

"19. La 'réunification' du mouvement trotskyste sur la base centriste du pablisme, dans quelque variante que ce soit, serait un pas en arrière et non pas en avant vers l'authentique renaissance de la Quatrième Internationale."

— *Ibid.*

Les éléments qui avaient été attirés par l'orthodoxie apparente de certains des documents de la FLT sont en rade maintenant que les fractions se sont dissoutes en échange d'une des interminables et partielles autocritiques des mandéliens. Mais ceux qui cherchent vraiment à lutter contre la capitulation du SU devant le stalinisme "tiers-mondiste", la paysannerie et la jeunesse pro-guévariste ne trouveront d'opposition conséquente au guérillisme que dans la tendance spartaciste internationale.

La dissolution des fractions

Le chaos politique dans le Secrétariat "unifié" a pris des proportions si scandaleuses ces dernières années qu'il est devenu un sujet de dérision bien au-delà des cercles se réclamant du trotskysme. Même les dirigeants du SU l'admettent aujourd'hui et Barnes, par exemple, remarque que les divergences sur la Chine vont tellement loin que "si on avait lu la presse des trotskystes après la mort de Mao, on aurait eu du mal à croire qu'ils faisaient tous partie de la même Internationale ; la gamme des positions s'étendait sur toute la ligne" ("Les réalisations de la Fraction léniniste-trotskyiste (...)"). Cette confusion ne se limite absolument pas aux questions "lointaines". La principale publication du SU pour les exilés latino-américains en Europe fait état depuis plusieurs mois de divergences entre les trois principaux groupes sympathisants du SU en Argentine, le PST de Moreno, le GOR (groupe syndicaliste) et la Fracción Roja (scission pro-Mandel du PRT/ERP), sur la caractérisation de la situation depuis la prise du pouvoir par la junte en mars 1976. Après ce qu'ils appellent un "débat productif et tout à fait utile", ce journal rapporte une "convergence d'opinions", à savoir :

"(...) il est possible de déclarer aujourd'hui, un an et demi après le coup, que la classe ouvrière argentine et les masses opprimées de ce pays ont subi une défaite aux mains de leur ennemi de classe." [!]

— *Combate* [Suède], septembre 1977

Mais ce n'est que chose courante pour le SU qui ne fait même pas semblant d'essayer de former une internationale politiquement homogène. C'est la lutte fractionnelle entre la FLT et la TMI qui a coupé en deux le Secrétariat unifié avec de violentes polémiques publiques et d'haineuses intrigues internes qui ont fait de sa prétention à être la Quatrième Internationale une mauvaise plaisanterie. C'est allé jusqu'à ce que le SWP, à l'occasion de son "Watergate socialiste" (procès contre le FBI qui l'espionnait), fasse aussi grand cas du guérillisme de la TMI que l'avocat du gouvernement : le FBI pour accuser le SWP de faire partie d'une "internationale terroriste" et le SWP pour montrer qu'il était dans la fraction opposée (Cf. "SWP Renounces Revolution in Court", *Workers Vanguard* n°59, janvier 1975).

C'est sur le Portugal, en été et automne 1975, que la bagarre atteignit son point culminant. La FLT était à la traîne des sociaux-démocrates et la TMI à celle des stalinien. Non seulement il y eut deux documents totalement opposés sur l'affaire *Republica* et deux autres, également contraires, sur les perspectives au Portugal (remplissant au total 93 pages dans *Intercontinental Press*), mais à un certain moment les partisans de la majorité et de la minorité auraient pu littéralement se retrouver des deux côtés opposés des barricades à Lisbonne. Cette accusation réussit même à faire sortir de ses gonds un fédéraliste invétéré comme Barry Sheppard, secrétaire du SWP, qui présente ce qui suit pour sa "défense" :

"C'est vrai qu'à un moment donné, nous nous serions trouvés des deux côtés opposés de réelles barricades construites par les stalinien et les centristes qui essayaient d'empêcher les ouvriers du PS d'aller à un meeting convoqué par leur parti. C'était un danger sérieux, mais il ne faudrait pas déduire de cet exemple que nous étions politiquement dans des camps de classe différents."

— "Pour la dissolution immédiate de la Fraction léniniste-trotskyiste", *IIDB* [SWP], septembre 1977

Par ailleurs, la seule raison pour laquelle cela ne s'est pas produit, c'est que les deux groupes du SU au Portugal (la LCI et le PRT alliés respectivement à la TMI et à la FLT) suivaient *tous deux* des politiques différentes de celles de leurs maîtres internationaux. Cette Internationale d'opérette n'est même pas capable de trahir ou de capituler de façon cohérente !

Mais ce serait contraire à la nature qu'une situation si explosive puisse continuer indéfiniment. Soit les divergences politiques diminuent, soit la scission devient inévitable. Ce qui se passe aujourd'hui c'est l'absence de situation aiguë (comme au Portugal en

¡Acaba de salir!

- ¡ No al franquismo « reformado » !
- « Extrema izquierda » y las elecciones Suárez
- OTR chilena fusiona con tendencia espartaquista
- Fusión de SL/U.S. y Red Flag Union
- « La Pasionaria » : ¿ Voz de resistencia o eco de traición ?

Número 5

Precio: 3F

Le Bolchévik BP 421 09 75424 Paris cédex 09



1975) dans laquelle les appétits respectifs de la TMI et de la FLT se confrontent directement et violemment. Mais il viendra des tournants dans la lutte des classes qui feront à nouveau monter les tensions dans ce bloc entre des centristes et des réformistes.

Le PST argentin de Moreno peut bien être une des fausses notes dans l'harmonie "unitaire" soigneusement orchestrée ; il est apparemment le plus agressif depuis ces quelques dernières années de luttes fractionnelles dans le SU, et ses manoeuvres ont été associées à des scissions particulièrement lamentables (par exemple, au Mexique). Les critiques "de gauche" portées par le gang du PST (qui s'est baptisé "tendance bolchévique" sur le plan international) sont vraiment écoeurantes dans la bouche d'un maître en trahison comme Moreno qui, au nom du PST, a en 1974 explicitement donné son soutien au gouvernement bonapartiste bourgeois de Peron.

Mais l'état d'hystérie dans lequel se trouve le maquis centriste dans pas mal de pays aujourd'hui pousse fortement au cessez-le-feu dans le SU. Aux Etats-Unis et dans plusieurs pays européens, les produits décomposés de précédentes scissions du mouvement soi-disant trotskyste, les maoïstes désorientés, les gauchistes vieillissants et leurs semblables commencent à se fatiguer et pourraient très bien être attirés dans l'orbite du SU si celui-ci pouvait offrir un minimum de stabilité apparente qui contraste avec les frustrations de l'isolement "indépendant".

Les orageuses luttes fractionnelles publiques peuvent effectivement rendre le SU plus "attrayant" pendant un certain temps à ceux qui ont peur du "monolithisme" ; mais elles peuvent apparaître, même à l'observateur le plus cynique, comme un signe de manque de sérieux si elles dépassent une certaine limite. Et comme une scission empêcherait chaque camp de revendiquer le titre de Quatrième Internationale, ils reculent tous deux, essentiellement grâce aux concessions politiques (glissement à droite) des mandéliens.

Cela peut bien redonner un second souffle à un conglomérat qui avait presque cessé d'exister, mais il ne faut pas oublier le prix politique que cela a coûté. Barnes le comparait à "la lutte pour une véritable réunification. J'ai soigneusement choisi le terme. Nous luttons pour l'équivalent de la réunification de la Quatrième Internationale en 1963" ("Les réalisations (...)"). Et comme dans le cas de cette réunion de tous ces renégats du trotskysme, la condition pour l'"unité" a été de passer toutes les divergences importantes sous la table. Ainsi que le dit Sheppard, "les documents de la TMI et de la FLT seraient relégués au statut de matériel historique. C'est-à-dire qu'ils ne seraient pas proposés à l'approbation du prochain congrès mondial. Ils seraient à la disposition de tout le monde pour l'étude de l'histoire de notre mouvement" ("Dissolvez les fractions internationales !").

Selon ce marché, les fractions "dissoutes" pourraient continuer à mener une existence souterraine. Chaque groupe a sa section "dirigeante" (la LCR pour la majorité et le SWP pour la minorité) qui continuerait à produire sa propre ligne. Et chacun garderait son propre organe de presse. Le "domaine d'explosion potentielle" qui pourrait éventuellement faire échouer tout l'arrangement serait, dit-il :

"(...) le problème qui pourrait se poser s'il y avait une quelconque décision majoritaire contre *Intercontinental Press* ou un geste quelconque pour tenter de

faire pression sur le SWP afin qu'il cesse de soutenir *Intercontinental Press* ou qu'il change le caractère et la fonction de cette publication. Cela provoquerait une nouvelle bataille."

— *Ibid.*

Cette menace sans ambiguïté contre une "quelconque décision de la majorité" est la preuve évidente que le Secrétariat "unifié" est au fond un pacte de non-agression plutôt qu'une internationale léniniste.

C'est effectivement un pacte de non-agression basé sur une division géographique implicite de sphères d'influence, le SWP prenant les Etats-Unis et la plus grande partie de l'ancien empire britannique, tandis que les mandéliens font de l'Europe leur chasse gardée. Et, comme par le passé, l'Amérique latine reste le no man's land dans lequel tous les mauvais coups sont permis et pratiqués à foison par tous. Ainsi, on a annoncé que l'édition anglaise de *Inprecor* allait cesser de paraître — sous couvert de fusionner avec *Intercontinental Press* qui continuera avec "sa périodicité régulière" (*Intercontinental Press*, 21 novembre 1977). De même, les deux blocs ont cessé toute tentative avouée d'empiéter sur leur domaine respectif. Cela ne représente pas une énorme concession de la

ABONNEZ-VOUS!

WORKERS VANGUARD

Hebdomadaire de la Spartacist League/US
Spartacist Publishing Co. Box 1377, G.P.O. New York, NY 10001

part du SWP dont les forces sont en général faibles dans les bastions de la TMI et auquel Moreno a pris la plupart des sympathisants au Portugal et en Italie, tandis que la Liga Comunista d'Espagne (LCE) pro-FLT s'est démembrée.

De son côté, la TMI a décidé d'abandonner ses sympathisants au Canada et en Australie : ils ont reçu l'ordre de "fusionner" avec les sections pro-FLT plus grandes et plus consistantes. Aux Etats-Unis, l'Internationalist Tendency (Tendance internationaliste — IT) a disparu sans laisser de traces : ceux que cela n'écoeurait pas sont retournés en rampant dans le SWP, les autres étant condamnés à la disparition politique. Quelques-uns des malheureux mandéliens qui ont survécu aux échecs des tentatives précédentes se sont rassemblés dans le Committee for Revolutionary Socialist Politics (Comité pour une politique socialiste révolutionnaire) ; mais ils n'ont pas le soutien de la TMI et ont pour seul espoir de recevoir quelques paroles d'encouragement de cet autre laissé-pour-compte, Livio Maitan. Ce qui fait qu'aujourd'hui, Barnes peut se vanter, comme il l'a fait à plusieurs reprises au dernier congrès du SWP, que :

"Aux Etats-Unis, pour la première fois depuis plusieurs années, absolument tous ceux qui seraient membres de la Quatrième Internationale dans ce pays s'il n'y avait pas cette législation réactionnaire sont membres du SWP."

— *Ibid.*

Ce qui ne signifie pas que tous les mandéliens aient été "réintégrés" (moins du quart des anciens membres de l'IT ont été repris), mais que tous les autres ont été rayés de la carte.

Le SWP s'est félicité de la dissolution de la FLT et de la TMI qu'il considère comme une grande victoire, car "c'est la première fois dans l'histoire de l'opposition de gauche internationale, de la Ligue communiste internationale, du mouvement pour la Quatrième Internationale et de la Quatrième Internationale elle-même qu'une lutte fractionnelle organisée sur des questions fondamentales ne s'est pas terminée par une scission de l'Internationale" (*Ibid.*). Et Sheppard d'attaquer longuement les dangers du "fractionnalisme permanent", quand les fractions durent même après la disparition des divergences. Il ne fait pas mention de la situation opposée, c'est-à-dire le cas où les divergences restent bien que les fractions soient en principe dissoutes. C'est pourtant tout bêtement ce qui se passe.

Les dirigeants du SWP justifient la dissolution avec l'argument que le principal objet de la dispute a toujours été le "tournant guérilliste" du congrès du SU en 1969. Maintenant que la majorité a fait son auto-critique sur le guérillisme, il n'y a plus aucune raison d'être pour les fractions. Mais pour cela il faut réécrire un peu l'histoire, car la TMI, elle au moins, s'est en partie constituée pour mener la bataille à propos des divergences sur l'Europe et combattre les critiques du SWP sur son orientation vers les "nouvelles avant-gardes à caractère de masse". Mais, malgré toutes les assurances que l'on peut traiter les divergences passées comme des questions secondaires ne présentant qu'un intérêt académique et qu'on relègue dans les dossiers de l'histoire, les "questions fondamentales" ont la vilaine manie de resurgir. Barnes lui-même reconnaît que les divergences entre la TMI et la FLT sur le stalinisme, la Chine et le Vietnam remontent à la scission avec Pablo en 1953 et ont été laissées sans solution à la "réunification" de 1963.

Pour des léninistes, le fait qu'une lutte sur des questions fondamentales qui a duré dix ans puisse être simplement mise de côté et qu'on efface l'ardoise n'est pas une "victoire" mais plutôt le signe d'un opportunisme profond. Parmi les scissions passées auxquelles se réfère le SWP, il y a la rupture de Trotsky avec les ultra-gauches en 1934-35 (Oehler-Stamm aux Etats-Unis, Lhuillier en France, Vereecken en Belgique) ; son insistance à rompre définitivement avec le groupe Molinier-Frank dans la section française en 1935-36 ; la rupture de Trotsky avec les dirigeants de l'Opposition de gauche espagnole qui ont participé à la formation du POUM centriste et sa rupture avec ceux qui (comme Victor Serge et Sneevliet) ont pris la défense de son entrée dans le gouvernement de front populaire ; la lutte contre l'opposition petite-bourgeoise de Schachtman et Burnham dans le SWP en 1939-40 ; les luttes contre les oppositions droitières dans bon nombre de pays après la deuxième guerre mondiale et bien sûr la scission du SWP avec Pablo en 1953.

Pour le SWP réformiste d'aujourd'hui, qui aspire à construire non pas une internationale trotskyste mais une fédération social-démocrate, ces batailles politiques capitales, qui ont forgé le destin de la Quatrième Internationale, sont des incidents regrettables. L'exclusion-scission, en 1940, des partisans de Schachtman qui refusaient de défendre l'URSS à la veille de la deuxième guerre mondiale, était apparemment une erreur. La scission de 1951-53 contre le liquidationnisme de Pablo n'a à leurs yeux simplement *jamais eu lieu* ; Barnes décrit en effet l'OCI

qui, dans cette scission, était du côté du SWP et contre Pablo comme "un des courants qui avait fait partie de l'Internationale pendant la scission en *deux fractions publiques* dans les années cinquante" (souligné par nous).

Puisqu'il semble que cela fait partie aujourd'hui de la litanie du SWP, ceux qui en sont venus à croire que la scission de 1953 est un mythe spartaciste seraient peut-être intéressés par ce qu'a dit James P. Cannon à l'époque :

"Nous en avons fini et terminé pour toujours avec Pablo et le pablisme, pas seulement ici mais sur le plan international. Et personne ne va plus prendre de notre temps pour faire de quelconques négociations en vue d'un compromis ou des bêtises de ce genre. Nous sommes en guerre avec ce nouveau révisionnisme (...)."

— *Speeches to the Party*



Alain Krivine

Le Bolchévik

Aujourd'hui, la bataille contre le révisionnisme pablisme, dans laquelle s'était tardivement lancé en 1953 le SWP alors révolutionnaire, reste l'axe de la renaissance de la Quatrième Internationale. Le SWP révisionniste d'aujourd'hui voudrait renier cette lutte pour mieux cacher son propre abandon de la lutte contre le pablisme au moment de la formation du Secrétariat unifié.

La dissolution de la FLT a rencontré une certaine opposition dans son comité directeur ; bien qu'elle ait eu peu de poids dans le vote (17 contre 2), elle représentait le peu de soutien que le SWP a en dehors du monde anglophone après le départ du PST et de ses satellites. L'opposition représentait aussi les éléments qui avaient fait l'interprétation la plus "gauche" des déclarations de la FLT, et qui avaient concentré leur travail d'opposition aux mandéliens sur la question de la capitulation au front populaire et sur la caractérisation de la TMI comme centriste plutôt qu'ultra-gauche. Mais quand les représentants des sympathisants de la FLT espagnols, français et costaricains présentèrent une résolution disant qu'une des tâches centrales de la Fraction était de lutter contre l'adaptation au front populaire de la TMI, Barnes répondit :

"La déclaration de la FLT de 1976 n'exprimait pas d'inquiétudes sur l'adaptation au front populaire mais sur les erreurs faites dans la politique élec-

torale, comme par exemple l'adaptation au front populaire et la confusion sur la nature du stalinisme (...). Il est important de faire cette distinction. Nous ne pensons pas qu'il y ait des partisans latents du front populaire ou des stalinistes latents dans la direction de la Quatrième Internationale."

— "Les réalisations de la Fraction léniniste-trotskyiste (...)"

Bien que sur le papier il puisse sembler que le SWP ait abandonné toute lutte contre la capitulation des mandéliens devant le front populaire, Barnes a tout à fait raison de dire que "le but de la FLT n'était pas de résoudre les divergences sur ces questions". Les critiques occasionnelles que le SWP adressait à la LCR pro-Mandel au sujet de ses capitulations devant l'union de la gauche n'étaient que pure façade, destinée à donner à la FLT une apparence de "trotskysme orthodoxe" ; le fond de son programme, en effet, était nettement à droite de la TMI centriste. Tout ce que les partisans "gauche" de la FLT ont réussi à faire, c'est à se donner des illusions et leur ignominie s'est concrétisée en une série de capitulations devant la direction du SWP à l'intérieur du comité directeur de la FLT. Ainsi ils n'ont jamais mené de véritables luttes à propos de leur divergence sur la caractérisation de la TMI et, en ce qui concerne le Portugal, ils ont accepté la ligne pourrie du SWP, suiviste par rapport à Mario Soares (financé par la CIA) au nom de la défense de la "démocratie" contre l'"aventurisme" ultra-gauche.

La valse de l'« unité »

Toute la série de fusions de sections et d'organisations sympathisantes autrefois concurrentes en Australie, au Canada, en Colombie, en Espagne, au Mexique etc. va sans aucun doute rehausser l'"attrait" du Secrétariat unifié ; néanmoins, toutes ces sections restent fondamentalement instables. Par contre la dissolution de la FLT et de la TMI ne mettra pas fin aux forces centrifuges qui ravagent les sections pro-majoritaires les plus importantes (Grande-Bretagne, France), dévastées par les batailles de cliques et de tendances. Déjà d'importants signes de résistance et de scissions sont apparus contre les fusions forcées.

Dans presque tous les cas, il semble que la direction du SU ait poussé au mariage à la sauvette sans préparation politique ou bien peu. Au Canada, pendant sa tournée nationale pour lancer la nouvelle Revolutionary Workers League (RWL), produit de l'incorporation du Revolutionary Marxist Group (RMG) pro-Mandel dans la League for Socialist Action (LSA) réformiste, le porte-parole de la RWL a non seulement admis que de nombreuses divergences importantes subsistaient encore, mais il s'est en plus vanté que le but de la fusion n'était pas de "résoudre totalement ces divergences" mais plutôt "de construire une organisation qui puisse tolérer ces divergences sans paralysie ou scission" ("RWL on Tour for Menshevism", *Spartacist Canada* n° 21, novembre 1977). Il n'est donc pas surprenant qu'à peine deux mois après la fusion d'août 1977, les anciens dirigeants du RMG et de la LSA se relancent en public dans leurs vieilles querelles.

En Australie, on a une situation similaire. Une grande partie de la base de la Communist League (CL) pro-TMI grogne contre la fusion imposée d'en-haut par la direction et qui revient à une pure et simple liquidation dans le Socialist Workers Party pro-FLT. De plus, les appétits opposés du SWP et de la CL ont refait publiquement surface de la façon la plus specta-

culaire à propos de l'interdiction par le gouvernement conservateur de l'Etat de Queensland de manifestations contre l'exploitation de mines d'uranium. La CL était à la queue des "gauchistes" dont la stratégie était de faire des manifestations de protestation répétées qui provoqueraient la répression policière ; par contre, le SWP refusait catégoriquement de participer à toute manifestation qui n'obtiendrait pas d'autorisation légale. A l'un des plus importants meetings de protestation à Brisbane, les partisans du SWP quittèrent juste avant son départ une marche "non autorisée", tandis que leurs camarades de la CL restèrent pour affronter la police. Ils se firent battre et arrêter avec plus de 400 autres manifestants.

Dans le cadre de la fusion, les deux organisations du SU ont accolé tête-bêche leurs organes de presse en un seul journal. Et la plaisanterie court dans la gauche australienne que les mandéliens ont été retournés et mis la tête en bas par la fusion projetée. Mais les divergences apparaissent encore. Un des numéros du *Militant* de la CL s'enflammait sur la "nouvelle avant-garde qui se forgeait et se testait dans les confrontations directes avec l'Etat bourgeois" tandis que, quelques semaines plus tard, son verso réformiste du SWP, *Direct Action*, décriait avec véhémence les "actions de martyr forcé" de Brisbane.

Bien qu'il soit relativement facile au SU d'effectuer des fusions dans les pays où la lutte politique est à un niveau relativement bas et où une section réformiste pro-FLT homogène peut dominer le groupe réunifié, c'est un autre problème lorsque la situation est agitée et que les divergences entre la majorité et la minorité ont été renforcées par de violentes batailles sur des questions brûlantes de la lutte des classes (comme au Portugal et en Espagne). C'est ainsi que quand un récent congrès de la LCE espagnole pro-FLT a approuvé la fusion imminente avec la LCR pro-Mandel, la "majorité" favorable à la fusion a dû s'aplatir pour faire une autocritique sur sa position abstentionniste aux élections des Cortes de juin dernier. Les reportages publiés dans *Rouge* et dans *Inprecor* acclament la fusion comme une victoire, mais il semble que les pertes "frictionnelles" se montent à une bonne moitié des 600 membres de la LCE, certains allant dans une direction ultra-gauche, d'autres rejoignant l'organisation lambertiste espagnole, l'avenir politique du troisième groupe anti-fusion planant dans l'incertitude.

On suppose qu'en compensation des diverses scissions provoquées par les fusions à la sauvette, les générations précédentes de "dissidents" qui, au moment où les luttes fractionnelles entre la TMI et la FLT ont éclaté et atteint leur point culminant, n'ont pris parti pour des raisons empiriques ni pour la majorité centriste ni pour la minorité réformiste, pourraient venir grossir les rangs du Secrétariat unifié. Ces groupes qui ne voulaient ou ne pouvaient rompre tout à fait avec le pablistisme — ils refusaient même souvent de reconnaître son existence — errèrent sans but ; et ils sont aujourd'hui soit à l'agonie, soit à nouveau sur le chemin du SU, s'ils n'ont pas complètement abandonné la partie.

Les deux exemples les plus significatifs de ce qui est arrivé à ces groupes pablistes de gauche bourrés de contradictions sont l'histoire de la principale scission qu'a connue la section allemande du SU en 1969-70 et le sort de diverses composantes de la "troisième tendance" ("Mejraionka") internationale bricolée aux alentours du Xe Congrès mondial du SU en

1974. Quand, en 1969-70, les Internationalen Kommunisten Deutschlands (IKD) scissionnèrent à gauche de la section allemande du SU qui faisait de l'"entrisme profond", ils niaient le rôle décisif du pablisme dans la destruction de la Quatrième Internationale et affirmaient au lieu de cela que la Quatrième Internationale avait cessé d'exister à la mort de Trotsky. Les IKD sont également restés explicitement fidèles à la théorie du néo-capitalisme de Mandel, un des piliers théoriques du pablisme dans sa version vers la fin des années soixante. En réaction au suivisme du SU par rapport aux étudiants et à la jeunesse petite-bourgeoise radicalisée, les IKD se sont lancés dans l'ouvriérisme, autre forme de suivisme.

Du fait de leur incapacité à rompre complètement avec le pablisme du SU, les IKD sont passés d'un gadget et d'une campagne à l'autre et tout cela au milieu d'une grande confusion idéologique interne et d'un cliquisme croissant; le résultat en fut une série de scissions kaléidoscopiques dans presque toutes les directions imaginables. Pourtant, certains des camarades les plus sérieux essayèrent de tirer les leçons de cette expérience et trois petites tendances de gauche furent exclues bureaucratiquement l'une après l'autre pour leurs positions politiques et rejoignirent par la suite la Troztkistische Liga Deutschlands, section allemande de la TSI.

Etant donné l'hétérogénéité programmatique extrême du Spartacusbund, ses efforts pour propager sa confusion sur le plan international en lançant une "Initiative internationale nécessaire" (IIN) sur les franges du SU produisirent des contradictions qui firent éclater cet amalgame en l'espace d'un an. Sans consultation préalable de ses membres, la direction du Spartacusbund engagea l'organisation à se réunir à la Frazione Marxista Revolucionaria (FMR) italienne de Roberto Massari à la mi-1976 sur la base d'un accord superficiel sur le Portugal et d'une volonté de "discuter" (plutôt que prendre une position ferme) sur des questions centrales comme le front populaire et le stalinisme. Le Spartacusbund éclata au printemps 1977; une de ses ailes fit bloc avec Massari et se retrouva dans l'orbite du SU, une autre cherche à maintenir le squelette de l'organisation, tandis que le reste s'est retiré pour former de petits groupes locaux.

C'est le problème de décider de l'attitude à avoir vis-à-vis du SU qui a joué un rôle central dans la désintégration de l'IIN et du Spartacusbund. Comme ils n'avaient pas d'analyse cohérente du pablisme, ils virent en l'ancienne "troisième tendance" leur âme soeur; Massari en avait été le principal porte-parole au congrès mondial du SU en 1974.

DEMANDEZ !

DOCUMENTS SUR "L'AFFAIRE VARGA"

La lutte de la
tendance spartaciste internationale
pour une commission
d'enquête impartiale

Prix: 8F - Port inclus: 10F

Le Bolchévik B.P. 421 09
75424 PARIS CEDEX 09

Bien qu'indépendante à la fois de la TMI et de la FLT, la "troisième tendance" ne présentait aucune alternative politique réelle aux deux ailes du SU. C'est pourquoi certains des principaux dirigeants de cette tendance en France passèrent d'ailleurs à la majorité soit pendant, soit immédiatement après le congrès de 1974, tandis que d'autres votèrent pour certains des documents de la FLT. D'autres opposés français formèrent avec des partisans de la FLT la "tendance 4" de la LCR. Aujourd'hui, ces militants, qui représentèrent pour un temps les éléments les plus à gauche de la section française, se sont soit retirés dans une passivité cynique, soit soutiennent le SWP. En Allemagne, le groupe Kompass abandonna sa lutte contre Mandel et Cie et forma un bloc avec la TMI pour administrer ensemble le GIM.

Le groupe de la "troisième tendance" le plus consistant (si l'on peut dire) se trouvait en Italie. Aujourd'hui, ce courant, composé de la Lega Comunista de Massari, d'un petit morceau du Spartacusbund disloqué et d'un minuscule groupe autrichien, s'est proclamé "fraction marxiste révolutionnaire" après l'échec de l'IIN. Roberto et ses amis déclarent ouvertement, en employant le terme creux de "centrisme sui-generis" pour qualifier le SU, qu'il est réformable et n'acceptent pas la caractérisation de réformiste pour le SWP. Maintenant que Livio Maitan est en disgrâce auprès des mandéliens et que l'ancien bras droit de Maitan dans la section italienne, Edgardo Pellegri, a tenté un "coup d'Etat" contre lui, la réconciliation entre la FMR et le SU semble de plus en plus possible, Massari ayant même demandé la permission d'assister au "onzième congrès mondial".

La saga des oppositions de la "troisième tendance" n'est qu'une longue suite d'échecs. Ce bloc pratiquement sans programme, incapable de former une tendance internationale sauf à la dernière minute avant le congrès mondial du SU en 1974, s'écroula peu de temps après. Comme il n'avait pas réussi à y avoir un impact, son principal porte-parole provoqua son exclusion de la section italienne pour obtenir une plus grande liberté de manoeuvre et glaner certains dissidents aux franges du SU sans avoir à supporter sur ses épaules le poids de près de trente années de gaffes et de capitulations maitanesques. Quand ses espoirs s'évanouirent, il résolut de construire son initiative internationale pas du tout nécessaire dans laquelle aucun groupe n'avait de position commune sur des questions aussi centrales que la nature de classe de la social-démocratie, le vote pour les candidats du front populaire, le pablisme et la nature du SU. Tous ces éléments, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du SU, ont une conception de la "famille du trotskysme" qui les a empêchés de rompre définitivement avec cette parodie révisionniste de la Quatrième Internationale.

Ce qui est plus important c'est qu'ils ont refusé de s'affronter au pablisme en tant que programme de capitulation devant des directions non-prolétariennes. Les pablistes de gauche de la "troisième tendance" n'ont pas été moins traumatisés par l'isolement des trotskystes dans l'Europe d'après-guerre que la direction du Secrétariat international de Pablo-Mandel-Maitan-Frank qui a ordonné aux sections de la Quatrième Internationale de se submerger dans les partis staliniens et sociaux-démocrates, et ils n'ont fait que répéter à une plus petite échelle les méthodes du SU. Par exemple, pour le Portugal au cours de l'année

1975, le Spartacusbund a appelé à un gouvernement du Parti communiste ; puis à un gouvernement ouvrier et paysan basé sur les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats ; puis pour la "normalisation" (autrement dit l'arrêt) de la révolution et la défense de l'Assemblée constituante ! Cette politique de girouette est digne de la section la plus expérimentée du SU !

Ces groupes ont également été confrontés au trotskysme authentique de la tendance spartaciste internationale et ils paniquent à la perspective d'une rupture, que la TSI représente, avec le milieu "sympathique" et accommodant des pablistes. Bob Pennington, un des dirigeants de l'IMG, lors d'un meeting de l'International Communist League (ICL) britannique, qui fit partie de l'IIN, a récemment résumé le dilemme que connaissent ces petits groupes pablistes de gauche. Il fit remarquer qu'il existe deux pôles fondamentaux dans le mouvement se réclamant du trotskysme, le SU et la TSI, et que des groupes comme l'ICL n'ont en fin de compte que le choix entre les deux. Nous sommes parfaitement d'accord avec cela.

A l'ombre du front populaire

Si les deux ailes du SU sont prêtes pour l'instant à jeter les armes et à reculer, c'est uniquement que l'urgence de questions comme le Vietnam, le guérillisme, le castrisme, le Portugal, qui les séparent à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, n'est plus ressentie par les "avant-gardes larges" plus préoccupées d'écologie et de "nucléaire" ces temps-ci. Et au fur et à mesure que le climat politique se rafraîchit, les centristes, qui tendaient vers la gauche, glissent à droite. Il ne faut pas oublier que le guérillisme de la TMI se retrouvait aussi en Europe dans des actions aventuristes du genre de celle de la Ligue communiste française en juin 1973, quand elle s'affronta à la police qui protégeait un meeting fasciste, ou de l'IMG qui en 1974 s'attaqua aux flics qui défendaient une manifestation des fascistes du National Front (l'incident du Red Lion square). Il est inconcevable que la TMI beaucoup plus "sage" aujourd'hui entreprenne de tels actes d'héroïsme bidon.

La raison la plus profonde de ce glissement, l'étoile qui guide la politique mandélienne, c'est le désir de garder un certain degré de respectabilité pour pouvoir servir de groupe de pression à gauche sur les fronts populaires qui arrivent. Ces nouvelles préoccupations de la majorité du SU, on peut les retrouver dans *Rouge* du 14 septembre 1977 ; son "dossier" spécial sur les polémiques entre le PC et le PS appelait à l'"unité" et proposait la formation de "comités unitaires ouverts à tous les travailleurs qui veulent discuter de ce que devrait être le programme d'un gouvernement du PS et du PC, s'ils voulaient non pas gérer la crise mais en finir avec l'exploitation capitaliste". Tandis qu'Alain Krivine, superstar de la LCR, "plus-triste-mais-plus-sage" qu'aux beaux jours de mai 68, appelle maintenant à "un seuil minimum de nationalisation qui permettrait de changer la logique du système capitaliste" (*Le Monde*, 29 septembre 1977).

Depuis les élections parlementaires de mars 1973, les sympathisants de la TMI ont essayé un bon nombre de politiques électorales choisies pour traduire dans la pratique leur conception de groupe de pression à la gauche de l'union de la gauche. Ils ont commencé par

appeler à voter au second tour pour l'union de la gauche (qu'ils refusent de caractériser comme un front populaire) ; puis, sous la pression des critiques de la FLT, ils "rectifièrent" cela en vote au deuxième tour pour les PC et PS seulement, pas pour les radicaux de gauche bourgeois. En 1974, ils appelèrent à voter pour Mitterrand, candidat unique du front populaire. Et [dans les élections municipales de mars 77], leur position a été de voter pour l'union de la gauche au deuxième tour, sauf là où les radicaux sont en tête de liste. Mais dans tous ces cas, la préoccupation principale est la même : ne pas pouvoir être considéré comme un obstacle à la venue au pouvoir de "la gauche".

Le SWP et la FLT grondent périodiquement les mandéliens pour les expressions les plus embarrassantes de leur soutien à l'union de la gauche bourgeoise. Mais Barnes et Cie ont raison de faire remarquer à la "gauche" de la FLT que ce n'est vraiment qu'une divergence mineure, car ils sont tous d'accord pour voter en faveur des "candidats ouvriers du front populaire". Aujourd'hui, c'est essentiellement contre la

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK:
12F les 6 numéros
avec **SPARTACISTE** (éd. fr.)

B.P. 421 09 - 75424 PARIS CEDEX 09

politique majoritaire des blocs d'"extrême-gauche" qu'ils ont des objections ; contre la participation de la LCI portugaise dans le FUR en 1975 ; contre la participation de la section italienne dans les listes du cartel électoral de "Democrazia Proletaria" l'an dernier ; contre les listes d'"extrême-gauche" soutenues par la LCR française et la LCR espagnole aux élections de 1977. Dans tous les cas, les programmes de ces blocs de propagande exprimaient explicitement ou implicitement un politique de front populaire, allant du soutien au gouvernement Gonçalves au Portugal à l'appel adressé au Parti communiste italien pour qu'il rejoigne une coalition d'unité populaire à la chilienne.

Les pablo-mandéliens, dans leur recherche désespérée d'une combine qui leur apportera une influence "de masse" à peu de frais, cherchent, plutôt que de rompre avec la trahison de la collaboration de classe des partis réformistes de masse, à se regrouper avec d'autres organisations pseudo-révolutionnaires trop petites pour avoir une chance d'être admises directement dans une coalition de front populaire, mais qui

cherchent aussi, selon l'expression de Trotsky, à "gérer leurs petites affaires à l'ombre du front populaire". Pour accomplir cela, ils sont prêts à faire des "concessions" qui vont très loin. En France, par exemple, la LCR essaie de se fourvoyer dans un rôle de pivot pour un très large conglomerat qui occuperait tout le terrain politique juste à la gauche du Parti communiste. Pour y parvenir, Mandel a fait systématiquement la cour à l'aile gauche du PSU social-démocrate et, en particulier, à son dirigeant, un certain Michel Pablo. Mais Pablo insiste que toute référence au trotskysme et à la Quatrième Internationale doit être supprimée comme condition à tout regroupement. Et la réponse de Mandel ne se fait pas attendre :

"Qu'importent les étiquettes. Si nous rencontrons sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebutteraient seulement la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les 24 heures."

— *Politique-Hebdo* n° 226,
10 - 16 juin 1976

La continuité historique du liquidationnisme pabliste que cela exprime ne fait aucun doute.

Les critiques que le SWP fait aux mandéliens au sujet de leurs manoeuvres de regroupement de l'"extrême-gauche", et qui paraissent quelquefois orthodoxes, ne sont en aucune manière une attaque de la politique pro-front populaire ou une défense de la politique trotskyste d'indépendance de classe. Elles proviennent tout simplement du fait que, alors que la TMI est à la traîne de l'aile stalinienne du front populaire, le SWP est lui à la traîne de la social-démocratie. Comme la base de la FLT se trouve principalement dans des pays anglo-saxons, où la politique de front populaire est moins répandue, les capitulations du SWP devant le coalitionnisme sont moins flagrantes. Mais quand des événements importants lui offrent une occasion de montrer sa capitulation et sa servilité, Hansen et Barnes ne se font pas attendre pour réagir, comme l'ont montré leurs infâmes apologies du Parti socialiste portugais en été 1975, au moment où Soares était allié à l'aile droite du Mouvement des Forces Armées et à des forces civiles réactionnaires encore plus sinistres.

Si la récente "réunification" du Secrétariat unifié a été marquée principalement par un mouvement à droite de la TMI, le SWP, lui, abandonne petit à petit tous les derniers vestiges de son passé trotskyste et apparaît de plus en plus ouvertement comme un parti social-

démocrate de la trempe du LSSP de Ceylan (avec beaucoup moins d'influence toutefois). On a pu le constater dernièrement avec son abandon de fait de la position trotskyste de défense militaire inconditionnelle de l'URSS (sous prétexte que ça n'était pas d'actualité) et avec sa récente fusion avec le Revolutionary Marxist Committee, "capitaliste d'Etat", qui s'oppose explicitement à la défense de l'URSS. En France, le SWP recherche avec insistance à ramener au sein du SU l'Organisation communiste internationaliste (OCI) de Pierre Lambert, avec laquelle il a beaucoup d'affinités à propos de ses appétits sociaux-démocrates.

Avec la dissolution de la TMI et de la FLT et les réunifications dans plusieurs pays, le Secrétariat unifié fait un grand effort pour renforcer sa prétention à représenter la continuité de la Quatrième Internationale de Trotsky. Ainsi, il pourrait bien ramener en son sein toutes sortes de groupes soi-disant trotskystes qui lui ont fait des avances, comme la Workers Socialist League (ex-healyste) de Grande-Bretagne, sa filiale grecque, le FMR de Massari, des membres de la fédération internationale de l'OCI, etc. Leurs ambitions à plus long terme visent évidemment encore plus loin et incluent des groupes sociaux-démocrates relativement importants comme le Socialist Workers Party britannique de Tony Cliff (anciennement International Socialists) ou certains des groupes "maoïstes" d'Espagne.

Mais ce ne serait pas une internationale, ce serait plutôt le plus fétide marais révisionniste de renégats et d'opportunistes, incapable de formuler une ligne politique cohérente et encore plus incapable de fournir une direction révolutionnaire au prolétariat. Et comme l'a écrit le IIIe Congrès de l'Internationale communiste au sujet de l'Internationale 2 1/2 :

"Cette Internationale 2 1/2 essaie d'osciller sur le papier entre les deux mots d'ordre de la démocratie et de la dictature du prolétariat. En pratique elle (...) aide la classe capitaliste dans chaque pays en cultivant l'esprit d'indécision dans la classe ouvrière (...)."

Pourtant il y a une différence, et pas seulement une différence de degré. Si sous l'impact de l'enthousiasme des masses pour la Révolution russe, l'Internationale 2 1/2 représentait une rupture centrisme avec la IIe Internationale réformiste, le SU d'aujourd'hui réunit les centristes et les réformistes en une cohabitation de trahison : c'est au mieux une internationale 2 1/4.

Traduit de Workers Vanguard n°185

Front populaire...

suite de la page 3

en 1918, en Europe occidentale après la deuxième guerre mondiale et au moins en partie au Portugal.

Bien sûr, l'OCI admet qu'il y a des moments où les parlements bourgeois peuvent servir contre le mouvement ouvrier :

"Après que les dirigeants des partis ouvriers et des syndicats soient parvenus en juin 1968, à disloquer la grève générale, la dissolution de l'Assemblée nationale sauvait, ou plutôt donnait un sursis à de Gaulle et à la Ve République (...). Après les élections présidentielles de 1974, la dissolution de l'Assemblée nationale aurait eu un sens totalement inverse."

— *La Vérité* n°578, octobre 1977

Mais pourquoi alors aurait-on une dynamique "totalement inverse" aujourd'hui ? En 1936, dit l'OCI, le mouvement ouvrier était "dans le cadre d'un recul de la révolution prolétarienne mondiale", alors qu'"au-

jourd'hui, la marche à la révolution prolétarienne en France se situe dans une tout autre situation (...). 1968 a ouvert une nouvelle période de la révolution (...)" (*La Vérité* n°578, octobre 1977). C'est donc cela ! Pour l'OCI, la "nouvelle période de la révolution" a transformé le Parlement et le front populaire en premières étapes vers le socialisme.

Il est courant que les révisionnistes essaient de faire croire que si les conditions objectives ont changé et qu'on a affaire à "une nouvelle période de la révolution" cela peut changer la signification du programme trotskyste. L'anti-pabliste fanatique des militants de l'OCI est bien connu, mais il n'a pas grand chose à voir avec le trotskysme ; en effet, la capitulation de l'OCI devant le front populaire reprend un des points caractéristiques du pabliste. Pablo prétendait que la "nouvelle réalité mondiale" forcerait les réformistes à prendre des mesures révolutionnaires, que les conditions objectives ayant changé, elles résoudreient

Front populaire...

les tâches de l'avant-garde prolétarienne. Pour l'OCI, c'est "la nouvelle période de la révolution" qui fait que la lutte parlementaire et le front populaire constituent les premiers pas sur la voie du socialisme. Pourtant la crise de la direction du prolétariat reste l'obstacle principal à la lutte des ouvriers et il n'existe pas de nouveau raccourci à la création d'un parti révolutionnaire de masse (et, en tout cas, ce n'est pas une majorité PC-PS de front populaire à l'Assemblée!).

Il semble que l'OCI a demandé à la LCR de présenter des candidats en commun avec elle aux prochaines élections — sur la base de "leur commune référence à la IVe Internationale et à son programme" ! (*Informations Ouvrières* n°829, 7-14 décembre 1977) — tout en sachant bien que les conditions qu'elle posait ne seraient pas acceptées. L'OCI continue donc sa politique de refus de présenter ses propres candidats contre ceux du front populaire. La propagande de l'OCI a le même résultat que la campagne de la LCR : mobiliser les militants situés à la gauche des réformistes pour soutenir le front populaire.

La campagne de LO

Lutte Ouvrière (LO) présentera aux prochaines législatives, au premier tour, des candidats contre l'union de la gauche, mais également contre les candidats du bloc électoral LCR-OCT-CCA. La campagne de LO est assez contradictoire. D'un côté, Morand, le porte-parole de LO, n'a pas peur de se faire huer à la mutualité en défendant le refus de LO d'entrer dans le bloc électoral. Son principal argument est que l'enjeu des législatives de 1978 est "le problème d'un éventuel gouvernement de gauche" (*Rouge* n°528, 19 décembre 1977) et que le bloc prépare une capitulation devant un tel gouvernement. De l'autre côté, LO a pris part au même bloc aux municipales de 1977 et appellera certainement, comme elle l'a fait l'an dernier, à voter au second tour pour les candidats non seulement du PCF et du PS, mais aussi des partis bourgeois de l'union de la gauche.

Dans un sens, LO a une version pour l'"extrême-gauche" et une autre pour les ouvriers. Et la véritable campagne de LO s'adresse aux ouvriers les moins avancés de la périphérie du PC et du PS ; et plutôt que d'organiser les ouvriers en *opposition* au front populaire, LO utilise l'argument non marxiste que tous les gouvernements bourgeois sont pareils pour favoriser chez les ouvriers l'indifférence par rapport à la victoire ou à la défaite du front populaire. Mais au fond, LO a la même justification que l'OCI et la LCR pour ne pas s'opposer au front populaire :

"(...) nous militons pour que la victoire électorale de la gauche se fasse sans illusion (...). Nous militons pour que la classe ouvrière envoie ses représentants au gouvernement sans leur donner un chèque en blanc et qu'elle se mobilise afin d'exercer un contrôle et une surveillance indispensables."

— *Changer la vie, oui c'est possible!*

Les centristes cherchent à faire pression sur le front populaire ; les trotskystes s'opposent au front populaire !

- Pas une voix pour aucun des candidats du front populaire !
- PCF, PS, syndicats, rompez avec les partis bourgeois et le programme commun !
- Pour un gouvernement ouvrier basé sur les conseils ouvriers pour l'expropriation de la classe capitaliste ! ■

Femmes...

suite de la page 16

litique stalinienne ; c'est la bureaucratie qui a renforcé la famille et renversé en grande partie les acquis d'Octobre : l'abolition des lois restrictives sur le mariage, le divorce et l'avortement, les efforts pour remplacer la famille par des équipements collectifs : cantines, laveries et crèches ouvertes 24 heures sur 24.

Le représentant de la LCR répondit à la présentation en attribuant aux femmes en tant que telles le rôle d'avant-garde et de sauvegarde contre les déviations du parti :

"Il y a la question du poids de cette idéologie dominante dans la classe ouvrière et des conséquences, des ravages qu'elle produit, que ce soit le sexisme, mais que ce soit aussi le racisme (...). C'est ça entre autres qui justifie l'existence d'un mouvement autonome de femmes après la révolution (...). Le parti subit aussi les pressions de l'idéologie dominante."

Ce point de vue revient à dire que les couches opprimées ont, du fait de leur oppression, un niveau de conscience politique plus élevé que le parti trotskyste. Avec cette vision, les opportunistes en fait *glorifient* l'oppression et refusent de voir les effets déformants et trompeurs qu'elle a sur la conscience.

Nous sommes prêts à croire ce militant de la LCR quand il affirme que le racisme et le sexisme de la société capitaliste se reflètent et même sont intégrés dans le fonctionnement de son organisation bureaucratique, non-démocratique et infestée de cliques. Mais c'est précisément là le problème : la LCR n'est pas un parti révolutionnaire, c'est un parti centriste en décadence, qui consacre aujourd'hui toute son énergie à se creuser un petit trou confortable à l'ombre d'un gouvernement d'union de la gauche-front populaire. Il est aussi absurde de penser que la LCR (ou tout autre parti qui est sous l'influence des "pressions de l'idéologie dominante") puisse faire la révolution socialiste que d'imaginer qu'un parti authentiquement révolutionnaire puisse avoir une position sur la question femme qui soit aussi corrompue par l'idéologie bourgeoise.

Les militants de la LTF intervinrent pour insister sur le fait que ce n'est qu'en transcendant la vision limitée de leur milieu spécifique que les opprimés pourront adopter le programme trotskyste. Pour souligner cela, un camarade cita l'exemple de la récente fusion entre la Spartacist League/US (SL/US) et le Red Flag Union (RFU), organisation issue de l'extrême-gauche homosexuelle des États-Unis (Cf. *Spartacist*, édition française, n° 14, décembre 1977).

En opposition au liquidationnisme des pablistes, un camarade de la LTF avança la perspective trotskyste :

"Il faut avancer un programme révolutionnaire dans le mouvement pour le polariser, pour gagner les femmes qui peuvent être gagnées au programme trotskyste. Vous êtes incapables de le faire et chaque fois que cette question est posée — la question d'organisation sur une ligne de classe — vous êtes obligés de prendre le côté des féministes bourgeoises."

Celles qui cherchent une perspective véritable pour leur libération n'ont rien à attendre des pseudo-trotskystes. Seule peut apporter une réponse la TSI qui a organisé à Vincennes et lors de ces derniers meetings une discussion sur la stratégie révolutionnaire de lutte pour la libération des femmes : le programme de l'IC de Lénine et de la Quatrième Internationale de Trotsky. ■

Marxisme ou féminisme

Le meeting de la LTF se transforme en débat avec la LCR

"Femme de bourgeois, femme de CRS, femme d'ouvrier, rejoins-nous!" Ce mot d'ordre anti-ouvrier avancé par certaines féministes dans le cortège femmes du 1er mai 1977 à Paris a bien montré que le féminisme est une idéologie de collaboration de classe. C'est aussi ce qu'ont souligné les deux meetings organisés les 14 et 16 décembre 1977 par la Ligue trotskyste de France (LTF) sur le thème "féminisme ou marxisme".

A l'université de Villetaneuse, une cinquantaine de personnes assistèrent à la présentation de la camarade Barbara Dampierre ; il s'en suivit une discussion animée dans laquelle il était difficile de distinguer les pablistes de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) des féministes "pures" : les uns comme les autres intervinrent en effet pour défendre la nécessité du "mouvement autonome" dans lequel des courants représentant des intérêts de classe différents cohabiteraient en toute harmonie. Les militants de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), quant à eux, montrèrent le dédain ouvriériste de leur organisation pour la lutte contre l'oppression spécifique des femmes en ne se donnant même pas la peine de venir à ce meeting pourtant animé auquel assistèrent de nombreux militants.

La rencontre de Vincennes : des festivités féministes qui se terminent dans la confusion

Ces meetings de la LTF faisaient suite à l'intervention de militantes de la tendance spartaciste internationale (TSI) à la conférence internationale femmes de Vincennes en mai dernier. Cette conférence avait rassemblé plusieurs milliers de femmes venues de nombreux pays à l'appel de la soi-disant "tendance lutte de classe" du mouvement des femmes en France, courant dominé par la LCR et les maofistes de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT).

Le premier jour, les féministes consacèrent tout leur temps à chasser de la faculté jusqu'au dernier mâle qui pouvait s'y trouver. Le deuxième jour, quand les commissions commencèrent enfin, les militantes de la TSI participèrent à celle qui traitait des questions syndicales. Une militante spartaciste des Etats-Unis décrit le travail syndical trotskyste du "Committee for a Militant United Autoworkers Union", groupes d'ouvrières de l'usine automobile General Motors de Fremont, en Californie ; leur combat pour une action unitaire de classe contre les licenciements a rencontré l'opposition des féministes de l'usine qui avaient réclamé un traitement de faveur pour les ouvrières et les ouvriers noirs de l'usine aux dépens des ouvriers blancs et ce, en faisant appel à l'intervention des tribunaux bourgeois contre le syndicat. Mais avant même que la camarade puisse terminer, à la simple mention du besoin d'un "programme", l'ensemble des féministes se mit à la huer, puis vota l'interdiction de discuter de "politique" dans la commission. Ce qui se comprend : la seule mention de programme anéantirait vite toute illusion que les

femmes, quelle que soit la classe à laquelle elles appartiennent, ont toutes les mêmes intérêts.

Les militantes de la TSI, persuadées qu'il y avait à cette rencontre des femmes intéressées par une discussion politique sérieuse, organisèrent alors leur propre forum à Vincennes intitulé "marxisme ou féminisme". Ce forum auquel assistèrent de 50 à 100 femmes pendant plus de quatre heures fut le seul débat politique de la conférence.

L'impact de ce forum est reflété par un article de *Inprecor* (29 septembre 1977) dans lequel Jacqueline Heinen de la LCR, sans mentionner la TSI, donne une description totalement déformée de notre intervention. Heinen y cite le journal féministe italien *Effe* (juillet-août 1977) qui nous accuse de rejeter comme contre-révolutionnaire la construction d'un mouvement "indépendant" de femmes divisant la classe ouvrière et basé sur la collaboration de classe — accusation dont nous ne pouvons être que fiers. Heinen défend les militantes du Secrétariat unifié (SU) contre toute suggestion d'avoir avancé une telle position et déclare qu'il s'agit de la "commission 'féminisme et marxisme' — née spontanément pendant le week-end, à l'initiative de femmes du mouvement français (...)".

Pour mesurer l'étendue de la capitulation des pablistes, il suffit de lire le bilan interne qu'a fait la LCR de cette conférence de Vincennes (*Bulletin interne femmes* n° 4, juin 1977) : bien que les militantes pablistes y aient été impossibles à distinguer des féministes, on leur reproche d'avoir été trop politiques !

La L.C.R. regrette que Lénine n'ait pas été féministe !

C'est sur la base de l'intérêt suscité par l'intervention de la TSI à Vincennes que la LTF présenta ses deux meetings au mois de décembre dernier. Rappelant les thèses du IIIe Congrès de l'Internationale communiste (IC), la camarade Dampierre réfuta les falsifications de la LCR et des féministes selon lesquelles les bolchéviks n'auraient pas su reconnaître et combattre l'oppression spécifique des femmes. Comprenant les obstacles que leur isolement et leur oppression opposaient aux femmes dans leur prise de conscience politique, l'IC décida de créer des sections femmes des partis, organisations transitoires destinées à gagner la masse des femmes et à encourager leur développement politique.

Il faut reconnaître à la LCR qu'elle contribue à la clarification politique en reniant ouvertement le travail des bolchéviks et du Comintern sur la question femme, ainsi que toute la lutte du mouvement ouvrier contre le féminisme depuis Marx. Et ce n'est qu'en déformant l'histoire et en mettant un trait d'égalité entre Lénine et Staline que les féministes et les pseudo-trotskystes peuvent justifier le mouvement autonome, ajouta la camarade Dampierre. En effet, lorsque la LCR constate que la femme n'est pas libérée dans les Pays de l'Est, elle "oublie" simplement de préciser que ceci est dû à la contre-révolution po-

suite page 15